



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8899<sup>e</sup>** séance

Lundi 8 novembre 2021, à 15 heures  
New York

*Provisoire*

*Président :* M. de la Fuente Ramírez/M. Gómez Robledo Verduzco . . . . . (Mexique)

*Membres :*

Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Estonie . . . . .	M. Jürgenson
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
Fédération de Russie . . . . .	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France . . . . .	M. de Rivière
Inde . . . . .	M. Raguttahalli
Irlande . . . . .	M <sup>me</sup> Byrne Nason
Kenya . . . . .	M. Kimani
Niger . . . . .	M. Hamani Baba Babo
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> King
Tunisie . . . . .	M. Ladeb
Viet Nam . . . . .	M. Dang

## Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Paix et sécurité en Afrique**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Éthiopie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix ; et S. E. M. Olu-segun Obasanjo, Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> DiCarlo.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est donnée de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la situation en Éthiopie. Je salue la présence du Président Obasanjo, Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique.

Le conflit qui dure depuis un an dans la région du Tigré, en Éthiopie, a pris des proportions désastreuses. Les combats font peser une forte incertitude sur l'avenir du pays et de sa population, ainsi que sur la stabilité de la région de la Corne de l'Afrique. Ces derniers jours, les forces tigréennes, opérant en coordination avec l'Armée de libération oromo, ont progressé vers le sud en direction d'Addis-Abeba. Le Gouvernement éthiopien a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays et affirmé qu'il menait une guerre existentielle. Ailleurs, l'insécurité continue de s'aggraver dans l'État d'Oromiya, tandis que la situation reste tendue dans certaines parties de la région de Bīnshangul Gumuz.

La tournure que prendra la crise au cours des prochaines semaines fait l'objet de nombreuses spéculations. Dans un pays qui compte plus de 110 millions d'habitants, 90 groupes ethniques différents et 80 langues, personne ne peut prédire ce qu'apporteront la poursuite des combats et l'insécurité. Mais une chose est sûre, le risque que l'Éthiopie sombre dans

une guerre civile de plus en plus étendue n'est que trop réel. Cela provoquerait une catastrophe humanitaire et compromettrait l'avenir de ce pays si important.

Les répercussions politiques d'une intensification de la violence dans la région seraient considérables et viendraient s'ajouter aux nombreuses crises qui secouent la Corne de l'Afrique. Aujourd'hui, rien que dans le nord de l'Éthiopie, plus de 7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. L'incapacité d'acheminer de l'argent, du carburant et des fournitures continue de saper les efforts de mobilisation de l'aide dans le Tigré, où plus de 5 millions de personnes ont besoin de nourriture et où l'on estime que 400 000 personnes vivent dans des conditions proches de la famine. Aucun camion d'aide humanitaire n'a atteint Mekele depuis le 18 octobre en raison de la poursuite des frappes aériennes.

Les vols du Service aérien humanitaire des Nations Unies sont toujours suspendus depuis que des frappes aériennes ont obligé un vol à retourner à Addis-Abeba le 22 octobre. Nous n'avons pas été en mesure d'acheminer du carburant dans le Tigré depuis le mois d'août. Si certaines fournitures d'urgence ont pu être acheminées, le dernier grand convoi de médicaments et de fournitures médicales ayant atteint le Tigré remonte à quatre mois. En raison du manque d'accès, les organisations humanitaires ont dû réduire leurs activités d'assistance vitale essentielles, notamment le transport de l'eau par camion, les distributions de vivres, les dispensaires mobiles et l'aide apportée aux enfants et aux mères souffrant de malnutrition aiguë. Par ailleurs, les préoccupations relatives aux besoins et à la protection grandissent rapidement dans les régions d'Arfar et d'Amhara, où un grand nombre de personnes fuient leurs foyers alors que les combats continuent de s'étendre.

Rappelons-nous que cette crise qui s'étend a lieu dans un pays qui était déjà aux prises avec d'énormes problèmes humanitaires, notamment des conflits locaux, des inondations, des sécheresses et des épidémies de maladies infectieuses. Bien que ce soit dans le nord du pays que les besoins sont les plus criants, on estime que, dans l'ensemble de l'Éthiopie, plus de 20 millions de personnes ont besoin d'une forme d'aide humanitaire. Plus de 5 millions de personnes sont déplacées. Le Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, s'est rendu en Éthiopie le week-end dernier afin d'évaluer les besoins croissants de ce pays et de planifier une intervention humanitaire plus importante si les combats devaient se poursuivre, comme on le craint. Un accès sans entrave aux zones de conflit reste essentiel.

La semaine dernière, le rapport de l'enquête conjointe sur le conflit au Tigré menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme, qui couvre la période comprise entre novembre 2020 et juin 2021, a jeté un jour nouveau sur les horribles souffrances endurées par les civils. Le rapport conclut qu'il existe des motifs raisonnables de croire que toutes les parties au conflit, notamment les Forces éthiopiennes de défense nationale, les Forces de défense érythréennes, les Forces spéciales amhara et les milices alliées, d'une part, et les forces tigréennes, d'autre part, ont commis des violations du droit international des droits de l'homme, du droit humanitaire et du droit des réfugiés, notamment des attaques contre des civils et des infrastructures civiles, des attaques aveugles faisant des victimes civiles ainsi que des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre. Elles ont également procédé à des détentions arbitraires et forcé des populations à se déplacer.

Le rapport indique que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis. Il décrit également les mesures qui doivent être prises pour que les responsables de ces actes en répondent. Dans les observations qu'elle a faites la semaine dernière, la Haute-Commissaire Bachelet a souligné que les violations graves des droits de l'homme se poursuivent. Plus récemment, les propos haineux et les attaques ciblées contre des groupes ethniques se sont multipliés à un rythme alarmant. À cet égard, l'appel lancé par le Conseil de sécurité le 5 novembre à s'abstenir de tout discours incendiaire et de toute incitation à la violence est à saluer et tombe à point nommé.

Les hostilités doivent cesser immédiatement. C'est ce que demandent le Secrétaire général ; le Président de la Commission de l'Union africaine, Faki Mahamat ; le Secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, Workneh Gebeyehu ; le dirigeant du principal voisin de l'Éthiopie, le Président du Kenya, Uhuru Kenyatta ; et le Conseil de sécurité. Ces personnes ont également appelé à des négociations sur un cessez-le-feu durable et à la création des conditions propices à un dialogue éthiopien inclusif pour régler la crise et jeter les bases de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du pays.

Le Secrétaire général est en contact régulier avec le Premier Ministre Abiy Ahmed Ali, l'exhortant à la retenue et au dialogue et lui offrant ses bons offices. En

outre, le Secrétaire général a assuré le Président Obasanjo du plein appui de l'ONU dans ses efforts visant à régler le conflit. Les collègues de l'ONU sur le terrain continuent d'exhorter toutes les parties au conflit à faire preuve de retenue et à permettre un accès sans entrave aux populations vulnérables.

Les élections qui viennent de s'achever en Éthiopie ont démontré l'attachement du peuple au processus démocratique. À la cérémonie organisée le mois dernier pour célébrer le début de son nouveau mandat, le Premier Ministre Abiy Ahmed Ali a évoqué la détermination de son gouvernement à régler les problèmes actuels et son intention de lancer un dialogue national. La nécessité d'une telle initiative inclusive n'a jamais été aussi urgente.

Pour terminer, je voudrais insister sur le fait que l'ONU est fermement déterminée à rester en Éthiopie et à obtenir des résultats dans ce pays, pour venir en aide à tous ses habitants. Nous poursuivons l'action que nous y menons, notamment grâce au dévouement des membres de notre personnel éthiopien recruté sur le plan national, qui doivent bénéficier d'une protection totale de la part des autorités nationales, quel que soit leur milieu d'origine.

L'Éthiopie, Membre fondateur de l'ONU, a besoin de notre soutien. Nous exhortons les Éthiopiens à se rassembler pour construire un avenir commun et prospère avant qu'il ne soit trop tard.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Obasanjo.

**M. Obasanjo** (*parle en anglais*) : C'est un grand plaisir et un honneur pour moi d'être invité à la présente séance d'information du Conseil de sécurité pour parler de la situation en Éthiopie, dans le cadre du point de son ordre du jour relatif à la paix et à la sécurité en Afrique.

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude au Président et aux membres du Conseil pour l'invitation d'aujourd'hui, qui me permettra d'avoir des échanges de vues sur les événements en cours, dont il est question, dans l'un des pays stratégiques du continent africain.

Je tiens également à remercier le Président de la Commission de l'Union africaine pour ma nomination, le 26 août, comme Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, afin de renforcer le dialogue avec tous les acteurs politiques et toutes les

parties prenantes concernés en vue d'instaurer solidement une paix et une stabilité durables dans la Corne de l'Afrique, et d'apporter un appui aux stratégies et aux interventions diplomatiques dirigées par l'Union africaine dans la région, en contribuant au succès du dialogue politique inclusif, de la réconciliation et des processus de cohésion sociale.

Cette nomination est délicate pour deux raisons principales. La première raison est qu'il s'agit de la toute première nomination par l'Union africaine d'un Haut Représentant pour une région entière. La deuxième raison est que chacun des huit pays de la région a un contexte spécifique. Ma mission s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Union africaine pour promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le dialogue politique dans l'ensemble de la région de la Corne de l'Afrique. Elle m'a permis de m'entretenir avec la plupart des dirigeants de la région, les partenaires bilatéraux ou multilatéraux concernés, ainsi qu'avec les principaux acteurs politiques et parties prenantes, en particulier en Éthiopie.

En dehors de ces réunions, je me suis également rendu, du 5 au 8 octobre, en Europe, où j'ai rencontré le Président de la République française, et à Bruxelles, où j'ai rencontré les dirigeants de l'Union européenne. En outre, je me suis rendu, du 9 au 14 octobre, aux États-Unis d'Amérique, où j'ai rencontré le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique. Ces premières visites m'ont donné l'occasion d'échanger avec les dirigeants mondiaux sur l'objectif de cette nomination, ainsi que de solliciter leur appui logistique et tout autre appui à l'exécution de mon mandat.

Depuis le début de ma mission, j'ai informé le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à deux reprises : la première fois le 8 octobre, sur la région, et la seconde fois ce matin, plus précisément sur la situation en Éthiopie.

La Secrétaire générale adjointe nous a donné un bref aperçu de l'évolution de la situation en Éthiopie. Il importe de rappeler que la situation de crise dans le nord de l'Éthiopie a continué de se détériorer très nettement ces dernières semaines, ce qui a grandement aggravé la situation. Je suis de près ces faits nouveaux, et c'est en raison de l'évolution rapide des tendances observées que je suis ici en Éthiopie pour effectuer une nouvelle visite afin d'inviter toutes les parties prenantes à calmer la situation.

Il convient de noter qu'après plusieurs jours d'intenses combats signalés dans le nord du pays, le Conseil des ministres éthiopien a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays avec effet immédiat le 2 novembre, tandis que l'autorité centrale a exhorté les citoyens à se préparer à défendre la capitale. Une grande manifestation organisée hier, le 7 novembre, et d'autres manifestation similaires dans plusieurs villes en soutien au Gouvernement fédéral témoignent de la réalité actuelle.

Depuis mon arrivée en Éthiopie le 4 novembre et après ma visite au Soudan la veille, j'ai rencontré le Premier Ministre éthiopien, la Présidente de l'Éthiopie et le Président de l'État d'Oromiya et j'ai eu des discussions franches avec eux sur l'escalade en cours. De plus, nous avons discuté des moyens pouvant permettre d'apaiser les tensions et d'ouvrir la voie au dialogue.

Durant mes rencontres avec le Premier Ministre, nous avons convenu que je me rendrai à Mekele pour rencontrer les dirigeants tigréens. C'est dans ce contexte que je me suis rendu hier à Mekele, le 7 novembre, pour inviter les dirigeants de la région du nord à s'associer aux efforts de désescalade des tensions et à envisager une solution à l'amiable à la situation.

Pour résumer la teneur de nos discussions, tous les dirigeants, ici à Addis-Abeba et dans le nord, conviennent chacun que les différends qui les opposent sont d'ordre politique et requièrent une solution politique par le dialogue. Cela constitue donc un point de départ que nous pouvons exploiter ensemble pour aider le peuple éthiopien à trouver une solution durable à la crise actuelle.

Toutefois, il importe de mentionner que cette marge de manœuvre dont nous disposons est très étroite et que s'agissant d'une intervention à cet égard, le temps est limité. Le conflit actuel continue d'avoir de graves conséquences humanitaires pour la population, avec une incidence énorme sur le développement socioéconomique et la stabilité. Le moment est venu d'agir ensemble pour trouver une solution pérenne afin d'éviter une nouvelle escalade des tensions, qui pourrait avoir un effet direct sur toute la Corne de l'Afrique, qui est une région stratégique.

À la lumière de tout ce qui précède, je demande instamment au Conseil d'envisager ce qui suit.

Premièrement, le Conseil doit exhorter et encourager le Gouvernement fédéral éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré à entamer un dialogue politique sans aucune condition préalable ; deuxièmement,

appeler à un cessez-le-feu global immédiat et inconditionnel et à la cessation des hostilités par toutes les parties ; troisièmement, appeler à un accès humanitaire immédiat et sans entrave ; quatrièmement, demander aux parties de respecter le droit international humanitaire et de se conformer aux lois et pratiques en matière de droits de l'homme ; cinquièmement, demander l'ouverture immédiate d'un dialogue national inclusif et d'un processus de réconciliation ; sixièmement, inviter la communauté internationale à soutenir le processus dirigé par l'Union africaine afin de garantir la cohérence et l'unité d'action dans les efforts que nous fournissons pour rétablir la paix dans la Corne de l'Afrique, notamment en Éthiopie.

Comme je l'ai dit, au cours des deux derniers jours je me suis rendu à Mekele, la capitale du Tigré. J'ai discuté avec le Premier Ministre éthiopien, le Président du Tigré et le Président de la région d'Oromiya, ainsi que la Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. J'ai également discuté avec le Président de la Commission de l'Union africaine. Demain, je me rendrai dans les régions d'Amhara et d'Afar, dans le but d'harmoniser les points de vue des dirigeants en ce qui concerne le retrait des troupes des régions qui ne sont pas les leurs, ainsi que le maintien de l'accès humanitaire.

Je pense que tous ces éléments sont très importants et constituent les domaines d'action prioritaire mentionnés par la plupart des dirigeants avec qui j'ai discuté. J'espère que, grâce aux efforts en cours, nous aurons un programme avant la fin de la semaine qui indiquera de quelle manière nous pouvons régler, ensemble, la situation humanitaire et la question du retrait des troupes afin de répondre aux demandes immédiates des parties prenantes.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Obasanjo de son exposé.

Je vais maintenant donner la parole aux membres qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je veux tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et, en particulier, le Haut Représentant Obasanjo pour leurs exposés très importants.

Compte tenu de ce que nous venons d'entendre et de l'excellent travail que le Haut Représentant accompli déjà malgré les incertitudes évoquées par la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, nous voulons croire que nous commençons peut-être à voir émerger des voies

possibles pour en finir avec cette crise. Nous partageons clairement l'opinion selon laquelle nous n'avons pas intérêt à manquer l'occasion d'instaurer la paix.

Quand je pense à ce conflit, j'éprouve constamment de la honte et de la frustration – de la honte parce que nous, au Conseil, sommes restés sans réagir alors que cette crise s'intensifiait tout au long de l'année dernière, causant une immense souffrance à des millions d'Éthiopiens, et de la frustration, parce que la voix du Conseil compte sur cette question, et qu'il a le pouvoir d'apporter un changement. Nous sommes demeurés trop longtemps silencieux.

Toutefois, aujourd'hui, je veux saluer nos collègues africains, avec qui nous avons travaillé pour parvenir enfin à un accord sur une déclaration du Conseil, vendredi dernier (SC/14691) – une déclaration où le Conseil appelle directement à un cessez-le-feu immédiat. Ce leadership africain à New York est également manifeste au siège de l'Union africaine, où nous avons vu le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine se réunir aujourd'hui même, et, c'est important, également sur le terrain, où cela compte le plus pour la population éthiopienne.

Nous sommes tributaires des dirigeants régionaux, en particulier le Haut Représentant Obasanjo. Nous dépendons des organisations régionales, notamment l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui ont un rôle crucial à jouer en dialoguant avec tous les camps, en soutenant les efforts de médiation et, à la fin, en aidant l'Éthiopie à trouver une solution à cette crise. Nous nous réjouissons des efforts qui sont déployés au moment où nous parlons. Nous demandons à toutes les parties en Éthiopie de saisir cette occasion. Le temps presse. Le peuple éthiopien place sa foi dans son pays. Pour le bien de son pays, les combats doivent cesser, et le dialogue doit commencer.

Voilà un an que cette crise a débuté. Aujourd'hui, nous devons nous demander si nous, au Conseil de sécurité, avons fait assez pour empêcher une catastrophe – une catastrophe qui inflige un préjudice indicible au peuple éthiopien. Au fil des mois, nous voyons la situation se détériorer. En Éthiopie, les gens ordinaires se voient privés de leur avenir.

Comme nous l'avons entendu la semaine dernière du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme, des violations choquantes des droits humains ont été commises pendant ce conflit. Des femmes, des hommes et

des enfants ont été violés de manière horrible. Que ce soit clair : les civils sont les premiers à souffrir de la violence, le droit international humanitaire et les normes en matière de droits de l'homme sont mis de côté, tandis que l'aide vitale est empêchée d'arriver aux personnes affamées et aux malades.

Ces derniers jours, la situation est devenue encore plus grave. Les opérations humanitaires dans le nord de l'Éthiopie sont maintenant à l'arrêt. Les opérations militaires sont montées en puissance. Un état d'urgence a été déclaré, suspendant les droits fondamentaux des citoyens éthiopiens. Il y a eu de nouveaux déplacements. Des gens ont perdu la vie ou leurs moyens de subsistance. Nous avons également été témoins d'incidents de plus en plus choquants de discours de haine et de langage déshumanisant qui risquent d'inciter au pire genre de violence contre des personnes ou des groupes de la société éthiopienne. Nous ne pouvons pas rester sans réagir et permettre que cela continue. Il y a trop de vies en jeu. En attendant, des actions et une mobilisation militaires continues menacent à présent la stabilité même et l'intégrité territoriale qui sont capitales pour l'Éthiopie et la région.

Aujourd'hui, nos messages s'adressent à toutes les parties, et ils sont clairs et simples. Premièrement, il est de la plus haute importance que toutes les parties facilitent immédiatement la fourniture d'une aide humanitaire propre à sauver des vies à ceux qui en ont désespérément besoin, conformément au droit international humanitaire. Deuxièmement, nous avons besoin que les combats cessent immédiatement. Les civils doivent être protégés. Troisièmement, il faut que toutes les parties au conflit participent aux négociations sur un règlement politique durable. Quatrièmement, les discours de haine glaçants, le langage déshumanisant et l'incitation à la violence doivent cesser. Il est impératif d'appliquer le principe de responsabilité. Cinquièmement, nous avons besoin d'un dialogue national inclusif et dirigé par les Éthiopiens qui englobe toutes les régions et l'ensemble des parties prenantes. Nous ne pouvons pas attendre plus longtemps pour agir sur ces cinq points importants.

L'Éthiopie a été jusqu'à présent un exemple inspirant de paix et de stabilité en Afrique. La relation de l'Irlande avec l'Éthiopie est l'une de nos plus anciennes et étroites sur le continent africain. Nous demeurons profondément attachés à soutenir l'Éthiopie et son peuple.

Il est également choquant et tragique que tout le pays risque à présent d'être écrasé par la violence et le conflit. Cette guerre inutile doit finir maintenant. Tous

les camps en Éthiopie doivent renverser la tendance en choisissant la paix et remettre le pays où le peuple éthiopien mérite d'être : sur la voie prometteuse de la paix.

**M. Ladeb** (Tunisie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité – Kenya, Niger et Tunisie –, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines, sur l'évolution de la situation en Éthiopie.

Je tiens à exprimer mes sincères condoléances au Gouvernement et au peuple nigériens pour l'attentat terroriste odieux qui a récemment été perpétré au Niger.

Je remercie S. E. le Président Obasanjo, Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, et M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, pour leurs exposés éclairants. Nous remercions le Président Obasanjo de ses vastes efforts dans le cadre du processus dirigé par l'Union africaine et apprécions à cet égard le communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur la situation en Éthiopie, qui a été publié aujourd'hui. Je me réjouis également de la participation du Représentant permanent de l'Éthiopie à la présente séance.

Un mois après notre précédente séance sur ce sujet (voir S/PV.8875), la situation en Éthiopie continue de se dégrader dangereusement, en particulier comme elle l'a fait ces deux dernières semaines, approchant cette nation sœur chaque jour plus près d'une véritable guerre civile qui, si elle n'était pas immédiatement arrêtée, pourrait entraîner une violence sans précédent et des atrocités généralisées et menacer l'unité et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, ce qui risquerait de déstabiliser toute la région.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont profondément préoccupés par l'escalade de l'affrontement militaire dans le nord de l'Éthiopie et par son élargissement aux régions d'Amhara et d'Arfar, ainsi que par son impact sur le front humanitaire. Une fois de plus, nous soulignons que la priorité, à ce stade, consiste à obtenir un cessez-le-feu immédiat, ce qui est crucial pour permettre un accès humanitaire sans entrave aux communautés touchées et pour rétablir les services publics dans toutes les zones de conflit.

Nous appelons donc à la cessation immédiate des hostilités, au plein respect de la vie et des biens des civils et des infrastructures publiques, et exhortons les parties au conflit à s'engager de manière constructive

dans des discussions pour chercher une solution pacifique et ouvrir la voie à un dialogue inclusif dirigé par les Éthiopiens et à la réconciliation nationale dans l'intérêt du pays. En même temps, nous rappelons à toutes les parties qu'elles doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, s'agissant en particulier de la protection des civils, ce qui suppose que toutes les parties s'abstiennent d'actes de représailles contre quelque communauté que ce soit et renoncent aux discours de haine et à l'incitation à la violence et à la division, comme le Président de la Commission de l'Union africaine l'a déclaré le 3 novembre.

Tous les Éthiopiens font partie d'un seul et même peuple. Nous, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines, exhortons tous les Éthiopiens à s'accueillir les uns les autres et à refuser d'être opposés les uns aux autres pour des raisons ethniques, religieuses ou pour d'autres considérations relatives à l'identité.

Aujourd'hui, la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique sont en péril. La vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants est en jeu, et nous avons la responsabilité immense et historique de prévenir les atrocités et la famine à grande échelle, ainsi qu'une éventuelle déstabilisation de la région. Aujourd'hui, nous avons un besoin impérieux de diplomatie et de médiation.

Nous nous félicitons des initiatives prises par le Secrétaire général et tous les partenaires internationaux et dirigeants régionaux pour trouver une solution pacifique à la crise. Nous jugeons important aujourd'hui de parler d'une seule voix et d'envoyer à l'unisson un message clair à toutes les parties en Éthiopie : la violence n'est pas une solution pour régler les différends politiques, quelle que soit leur gravité.

Au cours de l'année écoulée, nous avons pu voir comment la violence a entraîné la perte de milliers de vies et le déplacement de millions de personnes, des violations des droits humains, des atrocités et une situation humanitaire désastreuse. La question qui se pose est la suivante : pendant combien de temps et combien d'Éthiopiens innocents devront encore périr avant que toutes les parties comprennent qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise ?

L'Éthiopie, cette grande nation, ce berceau de la civilisation et ce pilier de la paix et de la stabilité régionales, mérite que nous nous tenions aux côtés de son peuple en ces temps difficiles. À cet égard, nous

sommes convaincus que l'Union africaine et les pays voisins ont un rôle majeur à jouer pour aider les Éthiopiens à trouver le chemin de la paix et de la stabilité grâce au dialogue politique et à la réconciliation. Nous devons les aider à s'unir de nouveau dans l'intérêt commun de leur pays.

Nous réaffirmons notre plein soutien au Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, l'ancien Président Obasanjo, et saluons les efforts de médiation qu'il déploie pour parvenir à un cessez-le-feu et à un règlement rapide et pacifique du conflit. Conscients de l'importance d'une action coordonnée, nous appelons l'ensemble des parties prenantes et des partenaires internationaux à apporter tout le soutien possible au Président Obasanjo dans sa mission capitale.

Pour terminer, nous, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines, réaffirmons notre respect de la souveraineté, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, ainsi que notre attachement à ces principes. Nous sommes solidaires de nos frères et sœurs Éthiopiens en cette période éprouvante qu'ils traversent dans leur quête de paix et de stabilité.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie les trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines, et l'Irlande d'avoir pris l'initiative d'ajouter cette question à notre ordre du jour. Il est en effet essentiel aujourd'hui que le Conseil envoie un message fort et uni. Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique de leurs exposés, sans oublier les efforts déployés par l'Union africaine.

La poursuite de la crise en Éthiopie menace la stabilité et l'intégrité même du pays. Elle frappe de plein fouet la population civile, et les plus vulnérables sont sans aucun doute les plus durement touchés. En tant qu'amie proche et partenaire de longue date de l'Éthiopie et du peuple éthiopien, la Norvège est profondément préoccupée, tant par l'ampleur de la crise que par ses conséquences régionales potentielles.

Il ne saurait y avoir de solution militaire. Toutes les parties doivent en être conscientes, aussi bien le Gouvernement fédéral que le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et l'Armée de libération des

Oromo. Une nouvelle escalade des combats ne mènera pas à la victoire, elle ne fera qu'infliger davantage de souffrances inutiles au peuple éthiopien.

Nous sommes profondément préoccupés par les rapports indiquant une augmentation du profilage ethnique et de la discrimination. Les déclarations à connotation ethnique incitant à la violence ne feront qu'aggraver les divisions, peut-être même de façon irréversible. Les actes qui divisent aujourd'hui rendent la paix plus difficile demain. Nous exhortons les dirigeants éthiopiens à reconnaître la nécessité d'un dialogue futur inclusif et d'un processus de réconciliation.

Toutes les parties doivent faire preuve de la plus grande retenue et s'efforcer immédiatement de désamorcer le conflit. Nous demandons expressément aux forces de défense du Tigré, au FPLT et aux forces de l'Armée de libération des Oromo de ne pas attaquer Addis-Abeba.

Nous exhortons également le Gouvernement éthiopien à s'abstenir d'imposer toute mesure ou restriction aux civils appartenant à un groupe ethnique donné, notamment les Tigréens et les Oromo.

La Norvège soutient pleinement l'initiative de paix de l'Union africaine, ainsi que le mandat et les efforts du Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec le Haut Représentant, à cesser immédiatement les combats et à faire les concessions nécessaires à une cessation négociée des hostilités.

La situation humanitaire est extrêmement grave. Des centaines de milliers de personnes dans le Tigré vivent dans des conditions proches de la famine, et le risque de famine à grande échelle est important. Au moins 2 millions de personnes sont déplacées dans le Tigré et des centaines de milliers d'autres dans les régions d'Amhara et d'Afar. L'accès aux denrées alimentaires, aux soins de santé et aux autres services de base doit être rétabli. Toutes les solutions possibles pour ce faire doivent être envisagées. Nous demandons à toutes les parties de faciliter immédiatement un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave.

Nous savons que les souffrances du peuple éthiopien ne se limitent pas à la crise humanitaire actuelle. La Norvège est consternée par les conclusions du rapport conjoint établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Bien qu'il couvre une période de temps et une zone géographique limitées, le rapport met en évidence une tendance au meurtre de

civils et au recours généralisé et systématique à la violence sexuelle et fondée sur le genre. Les obligations de chacun y sont clairement énoncées : les actes de violence doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs doivent être traduits en justice. Toutes les parties au conflit doivent respecter pleinement le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, même dans les circonstances les plus difficiles.

Chaque jour qui voit la poursuite des combats et l'exacerbation des discours rend plus indispensable encore la mise en place d'un dispositif crédible d'établissement des responsabilités et d'un mécanisme viable de justice transitionnelle. Ces mécanismes seront de la plus haute importance pour la future réconciliation nationale. Le peuple éthiopien et, en fait, tous les peuples de la région sont tributaires aujourd'hui de la capacité des parties de trouver de toute urgence le chemin d'une paix durable. Nous sommes prêts à leur apporter notre concours.

**M. Dang** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Obasanjo, de leurs exposés éclairants. Je me félicite de la participation de l'Ambassadeur et Représentant permanent de l'Éthiopie à la séance d'aujourd'hui.

Nous sommes profondément préoccupés par la détérioration de la situation en Éthiopie, en particulier la poursuite des combats et la multiplication des hostilités dans les régions du Tigré, d'Amhara et d'Afar et leurs environs pendant le week-end. La nette escalade des opérations militaires et des affrontements au cours des dernières semaines a plongé l'Éthiopie et la région dans une instabilité accrue, poussant les parties à un point de non-retour. Ces évolutions ont également des conséquences et des incidences négatives sur le quotidien de millions de personnes, et entravent les activités humanitaires.

Nous exhortons par conséquent toutes les parties à mettre immédiatement fin aux hostilités et à entamer un dialogue national éthiopien inclusif en vue d'un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et durable. Ce n'est qu'avec un cessez-le-feu durable que les conditions indispensables à un dialogue crédible et inclusif pourront être réunies pour trouver un règlement politique aux griefs politiques de longue date à l'origine du conflit.

L'escalade des hostilités menace d'aggraver la situation humanitaire déjà catastrophique dans les régions du Tigré, d'Amhara et d'Afar, où des millions de

personnes ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire. Il y a 5,2 millions de personnes, notamment les 400 000 qui vivent dans des conditions proches de la famine, qui dépendent chaque jour de l'aide alimentaire.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans les activités pratiques menées au cours des derniers mois par l'ONU, les organisations humanitaires et les partenaires internationaux et régionaux pour venir en aide aux Éthiopiens, notamment à la population du Tigré.

Nous nous félicitons également de la visite effectuée dimanche par le Secrétaire général adjoint, Martin Griffiths, et le Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, Olusegun Obasanjo, dans la région du Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, afin de discuter de l'accès humanitaire et d'un éventuel cessez-le-feu. Nous constatons cependant que l'accès à l'aide humanitaire et la distribution de cette aide sont largement insuffisants face aux besoins urgents des populations de la région. Nous appelons donc à la levée immédiate des restrictions et à l'octroi de l'accès humanitaire, ainsi qu'au plein respect du droit international humanitaire, au rétablissement rapide des services publics et au renforcement de l'aide humanitaire. Toutes les mesures doivent être prises pour protéger les civils et les travailleurs humanitaires.

Comme nous l'avons déjà dit, des raisons politiques, historiques et ethniques complexes sont à l'origine de la crise du Tigré. Par conséquent, plutôt que d'entretenir la haine, les parties concernées doivent faire passer les intérêts de leur peuple avant tout et engager patiemment le dialogue et oeuvrer avec persévérance à la réconciliation.

Il est grand temps de trouver un compromis qui favorise une solution globale, dans l'intérêt de la stabilité et du développement pérennes de l'Éthiopie, sur la base du respect des principes consacrés par le droit international et la Charte des Nations Unies. Sans un dialogue constructif, de nouvelles effusions de sang et un discours belliqueux ne manqueront pas de creuser davantage les désaccords entre les parties et de compromettre l'instauration de la paix. Il faut entamer un dialogue dès maintenant, sinon il sera trop tard pour sauver l'Éthiopie de la catastrophe. La communauté internationale doit appuyer tous les efforts dans ce sens en prenant des mesures rapides et efficaces, dans le plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

Le conflit et la situation au Tigré ont eu des répercussions considérables sur la région. Toutes les parties doivent donc faire preuve de retenue. Par ailleurs, les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de règlement des différends par des moyens pacifiques doivent être respectés à tout moment.

À cet égard, nous appuyons le rôle du Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique et ses efforts pour contribuer à parvenir à un cessez-le-feu et à un règlement rapide et pacifique du conflit. Nous soutenons également la mobilisation constructive des pays voisins et des organisations régionales, en particulier de l'Union africaine, en faveur de la paix, de la stabilité, de la sécurité, de la réconciliation nationale, de l'unité nationale et du développement en Éthiopie.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : Je souhaite remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Olusegun Obasanjo, Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, de leurs exposés. Je salue par ailleurs la participation à la présente séance de l'Ambassadeur Amde, Représentant permanent de l'Éthiopie.

La situation en Éthiopie s'est récemment détériorée. L'escalade et la propagation du conflit ont entraîné une augmentation du nombre de victimes civiles et une détérioration des conditions humanitaires. L'Union africaine et les dirigeants des pays de la région ont tous exprimé leur préoccupation à cet égard.

En tant que pays ami du peuple éthiopien, la Chine espère sincèrement que toutes les parties concernées feront passer les intérêts du pays et de son peuple en premier, garderont leur calme et feront preuve de retenue afin d'éviter une nouvelle escalade. Nous espérons également qu'elles s'efforceront de résoudre le conflit et leurs différends par le biais d'un dialogue politique, afin de créer des conditions propices à la paix et à la réconciliation.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité a publié une déclaration à la presse sur la situation en Éthiopie (SC/14691), appelant à la cessation des hostilités et à l'ouverture d'un dialogue politique. Nous espérons que toutes les parties concernées répondront positivement.

La situation actuelle en Éthiopie est le résultat d'une combinaison de facteurs politiques, historiques, ethniques et autres. La solution ne peut venir que de l'intérieur. Les pays de la région et les organisations régionales sont les mieux placés pour connaître le

contexte historique et les problèmes actuels en Éthiopie, et peuvent donc jouer un rôle de premier plan dans le règlement politique de la question éthiopienne. La Chine a toujours été favorable à des solutions africaines aux problèmes africains.

À cet égard, nous saluons les bons offices politiques du Haut Représentant Obasanjo. Nous appelons toutes les parties concernées et les pays de la région à apporter leur plein appui à l'action du Haut Représentant. Nous nous félicitons également de la proposition du Secrétaire général d'offrir ses bons offices à l'Éthiopie. Nous appelons à une meilleure coordination entre l'ONU et l'Union africaine afin qu'elles puissent travailler ensemble de manière constructive pour promouvoir la paix et la réconciliation à l'échelle nationale en Éthiopie. La communauté internationale, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent accorder le temps et l'espace nécessaires à l'Union africaine et aux autres acteurs pour qu'ils fassent usage de leurs bons offices. Le recours à des restrictions commerciales ou à la suppression de l'aide comme moyen d'exercer une pression maximale sur l'Éthiopie ne fera qu'entraver les efforts déployés pour parvenir à un règlement politique et n'aidera pas les parties à régler leur conflit et à rétablir la confiance mutuelle.

Les besoins humanitaires actuels en Éthiopie sont énormes. La communauté internationale doit aider l'Éthiopie à améliorer sa capacité d'intervention humanitaire et à renforcer l'acheminement de l'aide afin que l'aide humanitaire puisse atteindre le plus grand nombre de personnes possible.

Tout en apportant une aide humanitaire à l'Éthiopie, nous devons respecter la souveraineté et le leadership du pays, nous conformer aux principes directeurs de l'ONU en matière d'action humanitaire et éviter de politiser les questions humanitaires. Toutes les parties concernées en Éthiopie doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, protéger la sûreté et la sécurité des civils, y compris des ressortissants étrangers, faciliter les opérations de secours humanitaire et éviter toute nouvelle détérioration de la situation humanitaire.

L'Éthiopie a une longue histoire et une splendide civilisation. À chaque tournant de l'histoire, le peuple éthiopien a su s'unir pour défendre la souveraineté, l'unité et le développement à long terme du pays. Nous sommes convaincus que le peuple éthiopien a la capacité et la sagesse nécessaires pour surmonter les difficultés

actuelles du pays, préserver l'unité nationale et remettre le pays sur la voie de la paix, de la stabilité, du développement et de la revitalisation.

La Chine se tient prête à collaborer avec la communauté internationale pour continuer d'appuyer les efforts du peuple éthiopien.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Haut Représentant Obasanjo et la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de leurs importants exposés. Je remercie également les États africains membres du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines et l'Irlande, d'avoir demandé la tenue de la présente séance et pour leur action concernant la déclaration de vendredi (SC/14691) que le Conseil de sécurité examine aujourd'hui.

Le Royaume-Uni partage les graves préoccupations déjà exprimées aujourd'hui, notamment au nom du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, au sujet de la situation en Éthiopie. La déclaration de l'état d'urgence par le Gouvernement éthiopien ne doit pas servir de prétexte pour faire fi des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Ce conflit a déjà donné lieu à des violations des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés et à des atteintes à ces droits. Le rapport publié la semaine dernière par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission éthiopienne des droits de l'homme les documente en détail, notamment le recours généralisé à la violence sexuelle comme arme de guerre, ainsi que la torture, les attaques contre des civils et les déplacements forcés. Toutes les parties doivent agir pour appliquer les recommandations contenues dans ce rapport conjoint, garantir l'application du principe de responsabilité et éviter de nouvelles souffrances. En effet, nous devons nous concentrer dans l'immédiat sur l'atténuation de incidences humanitaires et humaines de ce conflit tragique. Et lorsqu'il sera terminé, nous devons agir ensemble pour aider l'Éthiopie à guérir.

Par conséquent, il est essentiel que toutes les parties cessent de se battre et commencent à se parler. Les forces tigréennes doivent mettre fin à leur progression et retourner au Tigré. Le blocus humanitaire doit être levé. Les propos haineux et le profilage ethnique doivent cesser ; ils ne font que monter les Éthiopiens les uns contre les autres et approfondir les divisions, ce qui éloignera davantage la perspective de sortie de crise.

Le Royaume-Uni appuie pleinement le Secrétaire général et l'Envoyé spécial de l'Union africaine, M. Obasanjo, et exhorte toutes les parties à se prévaloir de leurs bons offices. Nous sommes prêts à fournir tout appui nécessaire. Au cours de l'année écoulée, ce conflit n'a apporté que destruction, souffrance et désespoir. Il est grand temps que toutes les parties donnent la priorité au peuple éthiopien.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie le Président Obasanjo et M<sup>me</sup> DiCarlo pour leurs interventions. J'insisterai sur trois points.

Des décisions immédiates sont d'abord nécessaires pour obtenir un cessez-le-feu et favoriser l'amorce d'un dialogue politique. La France appelle le Gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Tigré et ses alliés à donner sans délai des gages de leur ouverture au dialogue. Les parties doivent cesser immédiatement les hostilités, figer les positions de leurs forces, s'abstenir d'internationaliser le conflit et s'accorder sur un retrait progressif aux positions d'avant le conflit.

La France appelle les autorités éthiopiennes à retirer la désignation du Front populaire de libération du Tigré comme organisation terroriste afin d'ouvrir en urgence des négociations. Le gouvernement régional du Tigré doit reconnaître que l'avenir de la région tigréenne ne pourra être déterminé que dans le cadre d'un dialogue national inclusif et des dispositions prévues par la Constitution, y compris sur le différend frontalier avec la région d'Amhara.

L'ensemble des parties doivent soutenir les efforts de l'Union africaine, du Président Obasanjo et du Kenya. Chacun a exprimé sa profonde préoccupation pour la stabilité et l'unité de l'Éthiopie et de la région, mais aussi l'espoir qu'un dialogue puisse enfin faire taire les armes. La France soutient cette démarche, comme le Secrétaire général de l'ONU ainsi que les principaux partenaires de l'Éthiopie, dont l'Union européenne. Le Conseil s'est également exprimé de manière unanime pour soutenir leurs efforts.

Ces déclarations ont rappelé l'attachement de la communauté internationale à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Éthiopie. Les acteurs de la région qui exploiteraient les vulnérabilités que le conflit a exacerbées en seraient tenus responsables. La France réitère son appel à un retrait définitif et vérifié des forces érythréennes.

La communauté internationale est donc unie et mobilisée pour appuyer des efforts de paix et apporter des garanties internationales pour surmonter la défiance. Nous encourageons les parties à saisir cette opportunité.

Il est plus nécessaire que jamais que l'ensemble des parties respectent le droit international humanitaire et les droits de l'homme. La protection des civils doit rester la priorité. L'engagement de combats en zone urbaine accroît le risque pour les populations. La France est préoccupée par les violences, les déplacements forcés et les discours de haine qui ciblent l'origine ethnique des victimes. Elle appelle toutes les parties à mettre un terme à ces violences, à lutter contre l'impunité de leurs auteurs et à faire preuve de responsabilité.

La France prend note de la publication du rapport de l'enquête conjointe du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Elle attend de l'ensemble des parties qu'elles engagent des enquêtes crédibles sur les faits allégués. Ceux-ci sont d'une extrême gravité, en particulier les exécutions extrajudiciaires et les nombreux cas de violence sexuelle.

Les parties doivent assurer un plein accès pour tout le personnel humanitaire et médical des Nations Unies. Le blocage de l'aide médicale est inacceptable. Nous espérons que ces obstacles seront levés rapidement. La France demande enfin aux parties de garantir l'accès aux prisonniers et d'engager des discussions en vue de leur libération.

**M. Raguttahalli** (Inde) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de m'associer aux autres orateurs pour remercier S. E. M. Obasanjo, Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine, et M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, d'avoir informé le Conseil de sécurité de l'évolution récente de la situation dans les régions du nord de l'Éthiopie. Je salue également la participation du Représentant permanent de l'Éthiopie, l'Ambassadeur Taye Amde, à la présente séance.

Ces dernières semaines, le conflit dans les régions septentrionales de l'Éthiopie a connu une escalade, et il menace de s'étendre aux régions centrales du pays. Les combats se sont intensifiés et la situation humanitaire s'est aggravée, avec des répercussions néfastes pour des millions de personnes, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Nous constatons avec préoccupation que ces dernières semaines, les opérations humanitaires menées par l'ONU sont à l'arrêt. Il importe que l'aide humanitaire reprenne dès que possible. Par ailleurs, nous rappelons l'importance des principes fondateurs de l'aide humanitaire, à savoir l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance.

Nous avons pris acte du rapport de l'équipe d'enquête conjointe de la Commission éthiopienne des droits de l'homme et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous prenons également note du fait que le Gouvernement éthiopien a reconnu et accepté le rapport comme un document important qui pourrait venir compléter les efforts qu'il déploie actuellement pour répondre aux allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, et nous nous en félicitons. Nous notons également que le rapport n'a pas pu confirmer le refus délibéré ou volontaire de l'aide humanitaire à la population civile du Tigré ni l'utilisation de la famine comme arme de guerre.

Le Gouvernement éthiopien a décrété l'état d'urgence en réponse au conflit persistant et à l'expansion de la violence au-delà de la région du Tigré. Le dialogue national inclusif annoncé le 4 octobre n'a pas progressé. Une offensive militaire pourrait ne pas contribuer au règlement de la crise ; un dialogue est inévitable. L'Inde a toujours souligné l'importance de la confiance mutuelle, de la collaboration, du dialogue et de la réconciliation pour régler tous les problèmes liés au conflit en cours.

C'est pourquoi nous appelons toutes les parties prenantes à saisir résolument l'occasion offerte par les efforts de médiation du Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, S. E. M. Olusegun Obasanjo. Nous nous félicitons de sa rencontre avec le Premier Ministre éthiopien, et prenons acte de son déplacement à Mekele. Il a également fait un compte rendu de la situation au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ce matin. Par ailleurs, nous nous félicitons de la participation des pays de la région à ce processus. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue et à travailler ensemble afin d'instaurer la confiance qui pourrait ouvrir la voie au dialogue.

La stabilité politique et économique de l'Éthiopie est primordiale non seulement pour la Corne de l'Afrique, mais aussi pour l'ensemble du continent africain. Il est dans l'intérêt de la région que la situation politico-militaire actuelle soit réglée dans le cadre constitutionnel de l'Éthiopie. À cet égard, nous appuyons les initiatives de l'Union africaine. Il importe que les initiatives régionales menées par l'Union africaine soient encouragées et activement appuyées par le Conseil de sécurité.

Pour terminer, l'Inde réitère son ferme attachement à l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie.

**M. Jürgenson** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> DiCarlo, et le Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, M. Obasanjo.

L'Estonie est profondément préoccupée par la récente escalade de la violence dans le nord de l'Éthiopie. Elle continue de faire des victimes civiles, de prolonger les souffrances humaines et de mettre en péril la stabilité du pays et de l'ensemble de la région. Nous appelons le Front populaire de libération du Tigré à retirer ses forces des régions d' Afar et d' Amhara, et le Gouvernement éthiopien à s'abstenir de toute frappe aérienne sur des cibles civiles. Toutes les parties doivent faire tout leur possible pour protéger les civils, notamment les travailleurs humanitaires et le personnel médical, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire.

Il n'y a pas de solution militaire au conflit. Nous appelons toutes les parties à cesser immédiatement les hostilités sans conditions préalables, à entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu durable et à créer les conditions propices à l'amorce d'un dialogue politique.

Dans ce contexte, nous exprimons notre plein appui aux efforts internationaux et régionaux déployés pour parvenir à un règlement pacifique du conflit. Nous encourageons l'engagement continu de l'Union africaine et soutenons les efforts de médiation du Haut Représentant Obasanjo.

La détérioration de la crise humanitaire dans les régions du Tigré, d' Amhara et d' Afar est très préoccupante, car de plus en plus de personnes ont d'urgence besoin d'aide. Toutes les parties au conflit ont l'obligation de faciliter un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les zones touchées par le conflit. En outre, il est essentiel de rétablir les services de base et l'entrée du carburant, des liquidités et des fournitures humanitaires nécessaires aux opérations d'aide.

Nous réaffirmons notre profonde inquiétude face aux violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits qui sont signalées, y compris la généralisation de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous nous félicitons de la publication du rapport conjoint du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme. Nous appelons à la pleine mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport et à la garantie que

les auteurs de ces violations répondront de leurs actes. Il appartient désormais au Gouvernement éthiopien de tenir ses promesses à cet égard.

Pour conclure, je tiens à exprimer mon profond regret qu'un an après le début du conflit, la situation dans le nord de l'Éthiopie n'a fait que se détériorer, avec une recrudescence des hostilités, une augmentation des décès et de la souffrance des civils et une situation humanitaire catastrophique. Afin de préserver la stabilité, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, toutes les parties doivent cesser les hostilités et régler leurs différends au moyen d'un véritable dialogue national inclusif.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par saluer et remercier le Conseil de sécurité pour la publication vendredi dernier de la déclaration à la presse (SC/14691) appelant à un cessez-le-feu et exprimant nos vives inquiétudes face à la situation en Éthiopie. Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé, ainsi également que M. Obasanjo, Haut Représentant pour la région de la Corne de l'Afrique du Président de la Commission de l'Union africaine, pour son exposé et surtout pour ses informations en provenance du terrain et les efforts qu'il déploie dans la région. Nous demandons instamment à toutes les parties de le soutenir et de coopérer avec lui, alors qu'il s'emploie à ramener la paix et la stabilité dans la région.

Cela fait une année entière que le conflit sévit en Éthiopie, et c'est un anniversaire extrêmement triste. Comme ma collègue irlandaise l'a dit plus tôt, nous sommes vraiment restés silencieux pendant trop longtemps. Durant l'année écoulée, nous avons été témoins de violences incessantes, de violations généralisées des droits de l'homme et d'atrocités ; nous avons régulièrement reçu des informations crédibles et documentées, en provenance de plusieurs sources, signalant des pillages, des déplacements, des exécutions extrajudiciaires, des viols et des violences sexuelles comme armes de guerre, et nous avons vu la menace d'une famine à grande échelle s'étendre à mesure que l'aide humanitaire et les fournitures médicales étaient retardées et empêchées de parvenir aux civils en ayant le plus besoin.

Le rapport conjoint du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Commission éthiopienne des droits de l'homme détaille très clairement tout cela. Il révèle qu'il y a eu de nombreuses violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits. Et il démontre que les Forces éthiopiennes de défense nationale, les Forces de défense érythréennes, les forces

régionales amhara et le Front populaire de libération du Tigré en sont tous coupables. Il n'y a pas d'innocents dans cette affaire. Il n'y a que des victimes dans tous les camps.

Ce rapport capital couvre une période et une zone géographique limitées. Il convient d'élargir ces deux aspects afin de garantir que les allégations plus récentes provenant de l'ensemble de la région puissent faire l'objet d'une enquête et que les auteurs des actes allégués en répondent. Dans l'intervalle, les violations et atteintes signalées ne peuvent être tolérées. Les personnes suspectées doivent être suspendues en attendant qu'une enquête soit menée. Des organes indépendants doivent être autorisés à enquêter et à garantir l'application du principe de responsabilité. Les travailleurs humanitaires doivent pouvoir accéder sans entrave à la région et les violences doivent cesser.

Ce n'est pas l'Éthiopie que nous pensions voir il y a deux ans, lorsque nous félicitions ce pays dont l'économie connaissait la croissance la plus rapide d'Afrique. L'unité et l'intégrité de l'État éthiopien sont menacées de l'intérieur, et des millions de civils innocents sont en danger, alors que le conflit s'étend et que les parties belligérantes se rapprochent d'Addis-Abeba.

Il est grand temps que toutes les parties cessent immédiatement les hostilités et s'abstiennent d'inciter à la violence et à la division. La rhétorique belliqueuse et le langage incendiaire de toutes les parties au conflit ne font qu'aggraver la situation et conduire à la violence communautaire. Le Gouvernement éthiopien, le Front populaire de libération du Tigré et tous les autres groupes doivent immédiatement entamer des négociations pour un cessez-le-feu sans condition préalable afin de trouver un chemin viable vers la paix.

Il est également grand temps que les forces de défense érythréennes se retirent du territoire éthiopien, qu'elles déposent leurs armes. Je répète : il est temps qu'elles déposent leurs armes. Cette guerre entre hommes belliqueux et en colère qui s'en prennent aux femmes et aux enfants doit cesser.

Alors que nous appelons à la paix, je voudrais m'adresser à certains critiques qui ont déclaré que les États-Unis avaient un parti pris pour une partie au conflit. Je vais être très claire. Nous condamnons la violence dans tous les camps. Nous condamnons toutes les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises par toutes les parties. Par conséquent, nous condamnons la violence des Forces éthiopiennes de

défense nationale et des Forces de défense érythréennes, et nous condamnons la violence du Front populaire de libération du Tigré. Nous condamnons l'expansion de la guerre par le Front en dehors du Tigré. Le Front populaire de libération du Tigré doit se retirer des régions d'Àfar et d'Amhara. Nous demandons au Front et à l'Armée de libération des Oromo d'arrêter immédiatement leur avancée actuelle vers Addis-Abeba.

En outre, nous demandons au Gouvernement éthiopien de respecter le droit international humanitaire. Nous ne prenons pas parti. Des personnes innocentes – des Éthiopiens innocents – meurent de faim dans le nord de l'Éthiopie. Retenir des denrées alimentaires et des fournitures médicales n'est pas acceptable. Cette tactique est inacceptable quelles que soient les circonstances et, franchement, elle est inadmissible. Ce n'est pas ce que nous attendons de l'Éthiopie.

Le Gouvernement éthiopien doit permettre aux entités des Nations Unies et à leurs partenaires de doter leurs opérations de l'expertise spécialisée nécessaire pour organiser une réponse efficace. L'expulsion irréflechée des fonctionnaires des Nations Unies est un affront à l'ONU et au peuple éthiopien. Le Gouvernement éthiopien doit aussi enquêter sur les meurtres horribles de travailleurs humanitaires et de défenseurs des droits de l'homme et demander des comptes aux responsables. Il doit également mettre fin à toutes les détentions arbitraires et au ciblage ethnique observé à Addis-Abeba.

Compte tenu de l'état d'urgence décrété dans tout le pays, nous sommes préoccupés par la sécurité des citoyens américains et des employés du Gouvernement ainsi que de leurs proches. La sécurité de nos installations reste primordiale. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité de nos ressortissants, et nous demandons aussi que l'état d'urgence ne soit pas utilisé comme prétexte pour attaquer des civils.

Nous savons, comme tout le monde ici, que la seule solution au conflit est une solution politique. L'Union africaine a donc un rôle important à jouer dans le règlement du conflit et le maintien de la paix et de la sécurité régionales. Je remercie une fois de plus le Président Obasanjo pour ses efforts. De même, nous soutenons l'appel lancé le 3 novembre par le Président Kenyatta du Kenya à toutes les parties pour qu'elles reprennent les négociations politiques, ainsi que les efforts qu'il fournit à cette fin.

En fin de compte, les seuls à pouvoir apporter une paix durable à l'Éthiopie sont ses dirigeants et son peuple. Seul un dialogue élargi sur l'avenir de leur

État, dans lequel tous les Éthiopiens sont représentés, peut conduire à un renouveau démocratique et économique général. Il n'est jamais trop tard pour la paix, mais plus ce conflit durera, plus la route vers la paix sera difficile et plus il y aura de gens qui mourront. Comme les membres du Conseil l'ont entendu du Haut Représentant Obasanjo, l'occasion ne durera pas et il ne reste plus beaucoup de temps. J'exhorte toutes les parties – je répète : toutes les parties – dans les termes les plus forts possibles à reculer du bord du précipice, à mener leur peuple à la paix et à reprendre le programme de développement qui aboutira à la prospérité pour tous les Éthiopiens.

**M<sup>me</sup> Evstigneeva** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons écouté avec attention les exposés respectifs du Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, Olusegun Obasanjo, et de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, sur les derniers faits en date concernant la situation dans le nord de l'Éthiopie.

Nous souhaitons au Représentant permanent de l'Éthiopie la bienvenue à la séance d'aujourd'hui.

La Fédération de Russie observe avec préoccupation la situation qui continue d'évoluer dans les régions éthiopiennes du Tigré, d'Àfar et d'Amhara, où des accrochages ont lieu entre les forces gouvernementales et des unités des Forces de défense du Tigré et d'autres groupes qui les ont rejointes, notamment le Front de libération des Oromo. Les combats autour des villes de Dessie et Kombolcha la semaine dernière ont clairement montré que la poursuite de la violence entraînerait des pertes supplémentaires et aurait de terribles conséquences humanitaires pour les civils.

La détérioration continue de la situation humanitaire dans les zones touchées par les hostilités est particulièrement inquiétante. À Dessie et Kombolcha, où vivaient un grand nombre de réfugiés et de déplacés avant le conflit, des affrontements ont causé une augmentation rapide du nombre de réfugiés et de déplacés. Du fait des attaques incessantes du Front populaire de libération du Tigré, le nombre total de civils ayant besoin d'une aide humanitaire a déjà atteint 7 millions. L'aide humanitaire vers toutes les régions du pays doit être accrue. Nous persistons à souligner qu'elle doit être fournie en coordination étroite avec le Gouvernement souverain et dans le strict respect des principes directeurs fondamentaux de l'ONU.

Comme nous l'avons déclaré par le passé, les divisions en Éthiopie ont des racines profondes et s'inscrivent dans un contexte historique complexe. En outre, l'évolution de la situation dans le pays pourrait avoir des conséquences négatives considérables pour toute la région. À cet égard, au cours des derniers mois, nous avons demandé aux acteurs jouissant d'une influence dans la région, ainsi qu'aux médias, d'agir de façon responsable pour prévenir une escalade dans le discours international et de s'abstenir d'attiser le feu de troubles interethniques qui dérapent déjà.

Par ailleurs, nous sommes convaincus qu'imposer des sanctions unilatérales illégales, menacer d'employer de telles sanctions et refuser de fournir une assistance économique est hautement contreproductif et ne fera qu'exacerber la situation pour les gens ordinaires qui souffrent déjà, plutôt que de mener à la réconciliation.

Pour régler le conflit, il n'y a pas d'autre moyen que d'appuyer les efforts nationaux et régionaux visant à mettre un terme à l'affrontement militaire intra-éthiopienne et à ouvrir un dialogue, dans le but de rétablir la paix et de parvenir à une stabilisation socioéconomique progressive dans l'ensemble du pays. À divers moments de l'Histoire, les Éthiopiens ont démontré leur aptitude à vivre dans l'harmonie interethnique et à bâtir un État commun. Cela a encore été confirmé par la tenue d'élections générales pacifiques et démocratiques plus tôt dans l'année. Le haut niveau de soutien au Gouvernement du pays a également été démontré récemment par des manifestations de masse à Addis-Abeba.

Nous sommes au fait des récents efforts de médiation de l'ONU et de l'Union africaine. Malheureusement, comme le montre la situation sur le terrain, à ce jour, ils n'ont pas produit de résultats notables. À cet égard, nous espérons que M. Obasanjo, en tant qu'intermédiaire honnête et impartial, prendra les mesures urgentes qui s'imposent pour renverser la dynamique au profit de la paix. Tous les signes nécessaires du Conseil de sécurité ont été donnés dans sa déclaration à la presse, adoptée le 5 novembre (SC/14691).

Nous apprécions également le travail mené dans la région par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths. Nous espérons que ces efforts imprimeront de l'élan à l'action du personnel humanitaire sur le terrain, notamment pour ce qui est d'assurer un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

Pour terminer, nous tenons à réaffirmer notre détermination à préserver l'unité et l'intégrité territoriale du pays ami qu'est l'Éthiopie. Nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir d'autre base pour régler les questions contentieuses qui demeurent.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Mexique.

Je souhaite bien sûr remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et le Président Obasanjo de leurs exposés très éclairants.

Nous avons convoqué la séance de ce jour en raison de notre profonde préoccupation au sujet de la situation en Éthiopie. L'avancée du Front populaire de libération du Tigré, la mobilisation du Front de libération des Oromo et la poursuite du bombardement aérien de Mekele par l'armée éthiopienne constituent une escalade exponentielle des hostilités, dont les conséquences s'étendent maintenant aux régions d'Amhara et d'Afar.

La récente décision du Gouvernement éthiopien de déclarer l'état d'urgence démontre clairement que, si les parties ne renoncent pas à l'option militaire, le conflit s'étendra à tout le pays et aura de graves conséquences, non seulement pour le peuple éthiopien, qui les endure déjà, mais aussi pour l'ensemble de la région. C'est pourquoi nous soutenons et encourageons les efforts déployés à l'échelle régionale pour trouver une solution négociée à la crise, en particulier ceux du Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, le Président Obasanjo.

S'agissant de la situation humanitaire, nous jugeons préoccupant que les attaques aériennes contre Mekele aient déjà obligé l'ONU à suspendre ses vols à destination de cette ville. Cela a porté un coup d'arrêt à l'entrée de liquidités et de personnel humanitaire, aggravant ainsi les conditions de vie des civils. Nous jugeons également préoccupant que de la nourriture et des produits de première nécessité soient disponibles pour la population du Tigré mais qu'ils ne puissent pas être acheminés faute de carburant et d'argent pour payer les sous-traitants. Le Gouvernement éthiopien doit fournir des garanties de sécurité pour permettre la reprise, au grand minimum, de deux vols hebdomadaires à destination Mekele, qui fonctionnaient il y a encore quelques semaines. Toutes les parties doivent, sans plus attendre, respecter les obligations qui leur sont faites en vertu du droit international humanitaire et assurer un accès sans entrave pour l'aide humanitaire.

Le Mexique prend également note du rapport issu de l'enquête conjointe Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme-Commission éthiopienne des droits de l'homme sur le conflit au Tigré, qui décrit des attaques contre des civils, telles que des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des disparitions forcées, des faits de violence sexuelle et fondée sur le genre, le déplacement forcé de civils, le refus d'accès à l'aide humanitaire et l'arrestation et l'intimidation de journalistes, entre autres. Ces violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par toutes les parties doivent faire l'objet d'enquêtes et être punies. À cet égard, ma délégation réitère l'appel lancé par le Conseil à toutes les parties pour qu'elles négocient un cessez-le-feu et fassent que les conditions soient réunies pour un dialogue national. Le Mexique appelle au lancement immédiat de négociations, sans conditions préalables d'aucune sorte.

Le Mexique déplore que, malgré les indications du potentiel destructeur du conflit et les avertissements répétés des organismes des Nations Unies quant à la gravité de la situation humanitaire, le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure d'empêcher une escalade du conflit. Nous sommes très préoccupés par les discours belliqueux qui attisent l'animosité entre les groupes ethniques. Nous savons quelles conséquences peuvent avoir les discours de haine dans un pays aussi diversifié.

Néanmoins, nous sommes convaincus que le Conseil de sécurité a tiré les enseignements des erreurs du passé et que, cette fois, il assumera sa responsabilité de faciliter un processus politique qui conduira à la paix en Éthiopie.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

**M. Amde** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole et de permettre à mon pays de participer à cette séance d'information. Je vous félicite également pour l'accession du Mexique à la présidence du Conseil pour ce mois de novembre.

Je salue la présence de S. E. le Président Olusegun Obasanjo, Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique, et de la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo. Je les remercie tous deux de leurs exposés.

Il y a un an, le quartier général du commandement nord des Forces éthiopiennes de défense nationale a été attaqué de l'intérieur. Des hommes et des femmes en tenue qui ne se doutaient de rien ont été tués dans la nuit du 4 novembre 2020. Le service et le sacrifice de longue date des Forces de défense nationales ont été récompensés par un niveau sans précédent de trahison et par une attaque perfide menée par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT). L'Éthiopie n'oubliera jamais ces patriotes ni leurs service et sacrifice. Ce jour entrera également dans l'histoire fière de l'Éthiopie comme un jour d'ignominie. À cet égard, je tiens à remercier les membres du Conseil qui ont soutenu mon pays au cours de cette année très éprouvante.

L'année dernière, nous avons éliminé la menace militaire posée par le FPLT. Parallèlement, nous avons tout mis en œuvre pour fournir des produits alimentaires et non alimentaires aux personnes dans le besoin dans le Tigré, signé un accord d'aide humanitaire avec l'ONU, dépensé près de 100 millions de birr aux fins de l'assistance et de la reconstruction, déclaré un cessez-le-feu humanitaire et retiré nos forces, et imploré le groupe de traîtres de nous livrer les responsables de ce complot criminel et de laisser ses membres vivre en paix. Tout cela s'est avéré vain, car cela ne nous a pas permis d'instaurer la paix.

Aujourd'hui, je ne donnerai pas au Conseil de détails sur l'aide humanitaire que nous avons fournie à notre peuple dans le besoin. En raison de la belligérance criminelle continue et désormais généralisée du FPLT, le peuple du Tigré qui a besoin de toute urgence d'une aide humanitaire en est privé. Les populations des régions d'Afar et d'Amhara sont vulnérables. Les villes et les villages sont bombardés, les habitants sont tués sur le seuil de leur porte et les citoyens sont spoliés des revenus de leur labeur. Fidèle à sa nature cruelle et sans scrupules, le FPLT sème la terreur et le chaos.

À l'heure où nous parlons, les Éthiopiens du nord du pays luttent pour leur vie et celle de leurs enfants. Les camions contenant des denrées alimentaires et des fournitures médicales que nous avons envoyés au Tigré transportent des armes et des jeunes combattants qui ont été trompés ou forcés à se battre contre leurs frères et sœurs sans aucun intérêt public apparent, mais au nom du programme politique motivé par la cupidité de quelques individus.

Nous honorons et respectons l'appel au dialogue politique. Il s'agit d'une approche à laquelle nous souscrivons pleinement et que nous avons même appliquée

pour régler de nombreux différends intraétatiques et interétatiques.

En soi, notre situation n'a guère changé. Des divergences et des griefs politiques sont profondément enracinés dans notre démocratie naissante. Nous sommes également une nation diversifiée, qui compte 83 langues et de nombreux groupes que les journaux ne mentionnent pas, avec des demandes et des exigences légitimes non satisfaites. Pourtant, aucun groupe politique, en dépit de ses griefs, n'a pris les armes contre ses frères. Aucun groupe ethnique ou politique, malgré ses revendications non satisfaites, n'a fait la guerre à la mère patrie.

La diversité n'est pas le problème de l'Éthiopie. Notre problème ne réside pas, comme certains le disent à contrecœur, dans notre incapacité de gérer la diversité. La diversité est l'atout de l'Éthiopie. Notre problème provient d'un groupe criminel qui a refusé d'accepter l'égalité et de renoncer à une suprématie et à des privilèges mal acquis. Malheureusement, ce groupe a obtenu l'appui de nombreuses sources : certains médias occidentaux et certains membres du personnel et dirigeants d'organisations internationales le soutiennent ouvertement. Il peut être surprenant de noter qu'il nous arrive parfois de découvrir les intentions et les actes futurs du groupe dans les déclarations et les discours des hauts fonctionnaires de ces entités.

Comme les membres du Conseil s'en souviennent peut-être, même le Conseil a été amené à se réunir sur la base de rapports erronés faisant état de crimes odieux, notamment l'utilisation de la faim comme arme de guerre. Heureusement, la vérité a éclaté au grand jour, et ces accusations malveillantes ont été démenties dans le rapport de l'enquête conjointe menée par la Commission éthiopienne des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Notre appel aux membres de la communauté internationale, aux États et aux acteurs non étatiques pour qu'ils s'abstiennent d'apporter un soutien moral et matériel aux insurgés est resté lettre morte.

Le FPLT s'est enhardi et s'est aussi engourdi dans une certaine mesure. Il a cessé de compter les vies des Éthiopiens du Tigré qu'il a sacrifiées au cours de son voyage sans espoir. Il s'est enhardi au point de menacer de renverser un Gouvernement fédéral élu par le peuple et de déstabiliser une nation de 112 millions d'habitants. Nous renouvelons une fois encore notre appel aux partisans de ce groupe, qui lui ont fourni du matériel de communication, des informations satellitaires, des armes, et même des combattants, pour qu'ils renoncent à cet acte non seulement illégal, mais aussi immoral.

L'Éthiopie souffre. Ce que nous avons vécu aux mains de ce groupe criminel nécessitera des efforts intergénérationnels pour guérir. Pour cela, l'Éthiopie a besoin que ses enfants dialoguent et se réconcilient. Nous avons à maintes reprises exprimé notre volonté d'engager un dialogue politique national et expliqué comment nous nous y préparons. Sans l'effusion de sang provoquée par le FPLT, même l'avenir politique de ce groupe aurait pu prendre le chemin du règlement de cette crise par la voie du dialogue.

Conformément à notre engagement, nous avons examiné les offres de soutien et nous sommes engagés à travailler avec tous nos amis pour apprendre de leur expérience et en tirer des enseignements et obtenir une aide appropriée. Nous avons accepté le Haut Représentant de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique et l'avons aidé à remplir sa mission. Nous sommes convaincus que la solution régionale est la plus adaptée pour régler ce problème.

Cela étant dit, notre chemin vers le dialogue et une solution politique ne sera ni simple ni facile. Pour l'instant, nous nous attachons à arrêter le FPLT et à porter secours à notre peuple qui a énormément souffert des méthodes cruelles et trompeuses du groupe. À cet égard, nous rappelons à toutes les personnes concernées qu'il n'y a pas deux parties ici. Il y a un Gouvernement qui représente la volonté du peuple éthiopien et l'État éthiopien et il y a un groupe qui promeut sa cause avide et criminelle en commettant des atrocités. Toute tentative, y compris la campagne médiatique à laquelle nous avons assisté ces derniers jours, visant à blanchir le FPLT et à minimiser les horreurs qu'il a commises contre le peuple éthiopien ne sera que contre-productive.

Convaincus de la nécessité de trouver des solutions pacifiques à tous les différends, nous poursuivrons le dialogue avec tous les acteurs bien intentionnés, le Haut Représentant de l'Union africaine et les dirigeants de la région. Au cours de ce processus, nous espérons que le Conseil et ses membres feront preuve de compréhension à notre égard. J'assure les membres du Conseil que mon pays l'emportera face à toutes les adversités, comme il l'a fait par le passé.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 16 h 40.*